

presque toujours liées soit contre la France, soit contre l'Autriche, tête alors et centre de l'Empire germanique, mais depuis qu'à Berlin Bismarck réunit l'Europe pour « consolider » à sa manière les résultats de la guerre russo-turque, depuis que l'Allemagne fit ainsi arracher par la diplomatie à la Russie victorieuse quelque chose qui était bien à peu près le protectorat balkanique, depuis ce moment le grand courant historique entre Pétersbourg et Berlin était au moins ralenti. A moins que par cette suite ininterrompue du « cours de l'histoire » le chancelier n'ait voulu faire allusion à cette politique polonaise commune qui est, jusqu'aux temps de moindre cordialité, une nécessité qui réunit, paraît-il, les deux gouvernements. Nous y reviendrons.

En tout cas, le chancelier peut conclure sur ce point : « La différence de race ne pourra pas à elle seule provoquer une guerre russo-allemande. Nous autres, en tout cas, nous n'en prendrons pas l'initiative. Le souverain russe actuel, à ce que je crois, ne le fera pas non plus. »

C'est fort bien. Reste la France. A notre égard le chancelier est net et sec ; nous n'en demandions d'ailleurs pas davantage : « Nos rapports avec le Gouvernement français sont bons. » Remarquez : avec le « Gouvernement » français. Avec le peuple français, c'est une autre affaire, nous l'allons montrer tout à l'heure. Mais d'abord M. de Bethmann-Hollweg rappelle un mot de Bismarck : « Si les Français sont décidés à attendre que nous les attaquions, nous sommes certains que la paix est assurée pour toujours. » Et le successeur actuel de